

COMMISSION

« Réseaux électriques, Gaz naturel et Communications Electroniques »

Mercredi 22 octobre 2025 - SICECO

Présents :	Jacques Jacquenet (Président du SICECO), Patrice Beché (Président de la Commission), Luc Baudry, Anne Verpeaux, Bernard Clerc, Jean-Jacques Clerc, Agnès Lachat, Jean Paul Vivien, Hugues Antoine, Lionel Houée, Jean-Marie Faivret, Gérard Verdreau, Bruno Béthenod,
Absents Excusés :	Yannick Royer, Olivier Gaugry, Fabrice Cuvillier, Jean-Luc Becquet, Nicolas Urbano, François Riotte, Jérôme Petident,
Assistaient à la réunion :	Jean-Michel Jeannin (Directeur Général des Services), Bruno Kablitz (Responsable Service Technique), Pascal Robert (Responsable Travaux), Marjorie Savet (Assistante du Responsable Service Technique),

Les Membres de la Commission se sont réunis mercredi 22 octobre au SICECO.

Le Président du SICECO, Jacques Jacquenet et le Président de la commission, Patrice Béché, remercient les membres de la Commission présents, transmettent les excuses de leurs collègues empêchés, et ouvrent la séance à 9h.

Actualités :

Le Président introduit la réunion par plusieurs points d'actualité.

Les modifications en lien avec le TURPE sont expliquées : évolution des Heures Pleines - Heures Creuses (HP-HC), allongement des délais de raccordement autorisés, facturation des relevés pour les clients sans compteurs Linky, évolution sur le mode de financement du FACé (désormais alimenté par une part de l'accise de l'électricité (taxe identique sur les consommations) au lieu d'une part du TURPE (prélèvement sur les consommations plus élevés en urbain qu'en rural), etc.

Sur ce dernier point (FACé), le président exprime sa plus vive inquiétude sur le futur de ce fond, maintenant géré intégralement par le ministère des finances, et en regrettant la disparition de la péréquation tarifaire entre l'urbain et le rural.

M Jeannin suggère, face à cette évolution, de voir de quelle manière les contraintes d'utilisation de ces fonds imposées aux AODE pourraient être levées pour optimiser les réseaux avec d'autres critères

Le bilan des conventions et avenants à renouveler avec ENEDIS est fait (accès e-plan, la plateforme de partage des données avec ENEDIS, convention de Travaux sous Tension, Article 8, protocole Part Couverte par le Tarif - PCT).

Enfin, les principaux résultats du compte -rendu annuel d'activités d'ENEDIS pour l'exercice 2024 sont présentés avec mise en exergue de la dégradation de la qualité de fourniture du point de vue des coupures (environ 100 minutes par usager).

Le président prévoit de faire voter une nouvelle motion de refus de ces CRAC lors d'un prochain comité.

I. GENERALITES

Concession de distribution d'électricité :

❖ Préparation du renouvellement du contrat de concession

Les Membres de la Commissions sont informés qu'il n'y a pas de possibilité de contractualiser avec d'autre partenaire qu'EDF/ENEDIS.

ENEDIS présentera un diagnostic technique début 2026 mais le SICECO propose de réaliser sa propre évaluation technique avec une approche très localisée et un travail par échantillonnage.

En particulier, étudier la résilience des réseaux électriques aux aléas climatiques probables localement permettra de disposer d'éléments pour évaluer si le concessionnaire prévoit bien d'affecter les moyens nécessaires à la tenue des ouvrages sur une longue durée (30 ans) alors que les réseaux ont déjà plus de 40 ans d'âge moyen pour la plupart.

D'autres études relatives à la transition énergétique et les besoins de territoire (enquêtes auprès des élus et des habitants, projets à moyens et longs termes, lien avec les démarches de planification) pourraient compléter les travaux préparatoires au renouvellement du contrat.

Les Membres de la Commission prennent note des différentes informations et valident l'intérêt de lancer une étude de résilience aux aléas climatiques.

❖ Motion de rejet du compte-rendu annuel 2024 d'ENEDIS

Le SICECO présente quelques caractéristiques issues du compte-rendu annuel d'activité. Le temps de coupure moyen par usager sur la concession est important (plus de 1h30) alors que cet indicateur a été longtemps inférieur à la moyenne nationale, il a évolué continuellement dans le mauvais sens et est aujourd'hui 50% moins bon.

Le SICECO pointe régulièrement que le niveau d'investissement délibérés d'ENEDIS sur les réseaux HTA concession en baisse régulière sur la même période est probablement le facteur explicatif de cette dégradation.

M Verdreau indique que l'évolution coïncide avec le développement du Linky (qui a mobilisé des investissements) et que les choix d'investissement d'ENEDIS ont fortement changé depuis.

Le SICECO rappelle qu'un litige est toujours en cours avec ENEDIS et indique qu'un contrôle est prévu le 12 et 13 novembre. Il est proposé de faire une motion de rejet des comptes-rendus annuels 2023-2024, possiblement avec les 8 syndicats de Bourgogne - Franche-Comté. Il est précisé que la situation des autres syndicats semble plus critique que celle du SICECO.

Conjoncture et finances

❖ Projection budgétaire

Les projections budgétaires pour 2026 et les années suivantes sont présentées, le SICECO rappelle que des provisions sont faites dans le cadre du risque de non-renouvellement du contrat avec ENEDIS pour pouvoir maintenir le niveau de travaux de dissimulation pendant 3 années.

En ce qui concerne les enveloppes FACé, elles sont connues que par période de 2 ans et ne sont pas susceptibles d'augmenter. Toutefois, certains des critères de définition des enveloppes départementales militent pour un statu quo (sauf peut-être en fils nus).

M Verdreau rappelle que les renforcements sont pris en charge par les producteurs, le budget alloué par le SICECO devrait donc diminuer.

Le SICECO confirme cette partie mais précise qu'il y a aussi des renforcements liés à l'évolution des usages : urbanisme, électrification (pompes à chaleur électriques, recharge véhicules, climatisation, etc.) et de l'arrivée de nouveaux consommateurs (résidents, projets d'urbanisme, etc.).

❖ Inventaire FACE 2025 : principales données (nouvelle base)

Il est rappelé que les enveloppes FACé ne sont pas encore connues même si elles restent assez stables. Le SICECO rappelle les modalités d'affectation des enveloppes.

L'enveloppe S dédiée aux Fils nus devraient ne plus être attribuée en lien avec la réduction progressive du kilométrage de fils nus restant (8 km en faible section).

L'enveloppe B pour les renforcements, est liée à l'accroissement des puissances (légère hausse annuelle régulière) et aux clients mal alimentés (stabilité).

L'enveloppe C est dédiée aux enfouissements (45% sur la concession contre 50% au niveau national).

❖ Evolution du critère de ruralité

Les enveloppes FACé sont attribuées par rapport à la répartition des communes selon un critère de ruralité (densité de population) : le SICECO intervient (maîtrise d'ouvrage) presque exclusivement dans les communes rurales qui seules peuvent bénéficier de l'aide du FACé.

Un décret est en préparation pour faire évoluer ce critère de ruralité. Pour information, la nouvelle grille de densité défendue par ENEDIS, conduirait à un basculement de 4 communes actuellement classées en rural vers l'urbain et de 11 communes classées en Urbain passerait en Rural (**soit 15 changements au total et une augmentation nette de 7 communes rurales**).

La FNCCR propose de rajouter un critère de seuil de population pour éviter de trop nombreux changements (seuils de <2 000 hab. pour rester en rural et > 5 000 hab. pour rester en urbain).

Localement, ce critère supplémentaire conduirait à devoir prendre un arbitrage pour 7 communes sur les 15 précédentes (les 8 autres conserveraient leur classement antérieur).

Ce classement sera à valider à l'automne 2026.

M Verdreau indique qu'en urbain, la difficulté se trouve dans la coordination des travaux.

Organisation

❖ Marchés

Il est rappelé aux Membres de la Commission l'évolution du marché « Petits travaux Electriques » (passage de 8 à 6 lots) afin de mettre en cohérence le volume de travaux sur chacun des lots.

Une information supplémentaire est donnée sur la non-reconduction d'un lot « Electrification Rurale » pour la dernière année du marché : le marché du lot 7 va être relancé.

❖ Décarbonation : groupe de travail ECORSE-TP

Le SICECO rappelle l'obligation du budget vert pour les collectivités. Le futur marché prévoit de nouvelles dispositions dans la sélection des candidats et la réalisation d'étude spécifique pour « décarboner » chaque dossier.

II. TRAVAUX ELECTRIQUES

Programme de travaux

❖ Renforcements et fils nus : avancement 2025 et programmation 2026

L'avancement du programme 2025 est présenté : 75% du programme est engagé en Renforcement avec un budget stable sur ces 3 dernières années.

38% des dossiers de fils nus sont engagés dont une partie sur le programme 2026 avec un budget plutôt en baisse.

Le SICECO présente les listes des dossiers en attente de programmation.

Les Membres de la Commission valident la liste de dossiers proposés pour les renforcements et pour les fils nus.

❖ Enfouissement : arbitrage pour programmation 2026-2027

L'avancement du programme 2025 est présenté : 61 % des dossiers sont engagés et 5 ont été annulés, 10 ont été décalés sur les années suivantes. Quelques dossiers 2024 ne sont pas encore terminés.

Le SICECO indique que l'enveloppe disponible peut permettre de financer environ 20 dossiers pour 2026-2027. Le nombre de demandes en cours étant également de 20, il est proposé de définir uniquement le programme de financement.

Une précision est faite sur les cabines hautes. Actuellement, la subvention est de 30%, limité à 9 000 €. Il est proposé d'abroger cette règle pour faciliter le financement de ce type de projet. Il reste 242 cabines hautes sur la concession.

Les Membres de la Commission accepte d'abroger cette règle et d'évaluer les dossiers proposés selon les mêmes critères que les autres demandes d'enfouissement.

Les Membres de la Commission valident la liste de dossiers proposée avec précision sur le programme de travaux retenu :

Commune	Affaire	N° Affaire	Montant Elec (TTC)	Longueur	Décision commission
ANCEY	Démolition cabine haute	ER/412/C	50 000	1	Recevable
AUXEY DURESSES	dissimulation BT sur poste "Village"	ER/125/A	150 000	550	Pertinent
BEIRE LE CHATEL	Dissimulation "Route de Vesvrottes"	ER/327/D	110 000	320	Recevable
BUFFON	dissimulation des réseaux RD905	ER/492/B	100 000	300	Refusé
CHAIGNAY	Enfouissement rue de la Ruelotte	ER/429/C	77 000	220	Pertinent
CHAILLY SUR ARMANCON	Dissimulation des réseaux rue derrière l'école et charrière Caillot	ER/585/A	120 000	400	Recevable
CHASSAGNE MONTRACHET	Dissimulation BTA "route de Santenay" jusqu'à la rue du Chêne	ER/328/A	70 000	290	Refusé
CHAUX	Dissimulation des réseaux rue monument du canon	ER/402/E	90 000	300	Pertinent
FIXIN	Dissimulation des réseaux rue du 10 septembre et rue de la Mossière	ER/447/E	100 000	300	Recevable
FORLEANS	dissimulation des réseaux Route d'Epoisses (CD36)	ER/493/B	63 000	180	Recevable
GEVREY CHAMBERTIN	Dissimulation rue de Champerrier	ER/389/E	100 000	500	Refusé
LANTENAY	Enfouissement des réseaux secs chemin du Cognot	ER/423/C	50 000	120	Recevable
MESSANGES	Dissimulation "rue des Vignes" et rue de Chevannes	ER/299/E	20 000	80	Pertinent
MESSIGNY ET VANTOUX	Enfouissement des réseaux rue du Stade et rue de la Corvée du Pont	ER/375/C	110 000	350	Recevable
PRALON	Enfouissement des réseaux secs rue du Tillot	ER/395/C	30 000	70	Pertinent
RUFFEY LES BEAUNE	Dissimulation rue des Oiseaux	ER/440/E	100 000	300	Recevable
SAINT NICOLAS LES CITEAUX	Dissimulation des réseaux rue du Faubourg et Impasse du Faubourg	ER/443/E	100 000	300	Pertinent
SAVOLLES	Dissimulation des réseaux secteur mairie	ER/314/D	30 000	80	Pertinent
VAL SUZON	Enfouissement des réseaux secs rue de Dijon et rue de la Vieille Route	ER/418/C	100 000	300	Pertinent
VITTEAUX	Dissimulation des réseaux "rue de Cessey"	ER/593/A	90 000	300	Pertinent
VOUGEOT	Dépose de la cabine haute CLOS VOUGEOT	ER/320/E	50 000	1	Recevable

L'enveloppe n'étant pas totalement affectée, le reliquat sera affecté lors d'une prochaine commission.

Motivation des refus :

- Le dossier de Buffon concerne une portion de réseau traité par le SICECO en fils nus en 2019,

- Les dossiers de Gevrey-Chambertin et de Chassagne-Montrachet sont situés presque exclusivement dans des vignes.

III. COMMUNICATIONS ELECTRONIQUES

Généralités :

❖ Fin du réseau cuivre et de la 2G/3G

Comme présenté lors des récentes CLE, il est rappelé que le réseau cuivre arrive en fin d'usage (remplacement par la fibre) : fermeture commerciale en 2026 et dépose dès 2028. Cette fin du cuivre concerne également les réseaux 2G et 3G, le SICECO invite les élus à être vigilants sur leurs équipements pouvant passer par cette technologie (ascenseurs, captages d'eau, etc.). Les opérateurs ont indiqué prendre attache auprès des clients concernés, le SICECO précise que les contrats ne sont pas toujours pris au nom de la collectivité mais par un prestataire.

M Faivret demande si les horloges astronomiques de l'éclairage public vont être concernées. Il est indiqué que non, les horloges sont sur le réseau GPS.

Il est indiqué que le taux d'éligibilité à la fibre FTTH (Fibre To The Home - Fibre à la maison) est très élevé sur le département et que la grande majorité des usagers sont raccordables. Les problèmes d'usagers identifiés comme non raccordables sont principalement liés à du génie civil endommagé.

Le SICECO informe que la fin du cuivre et sa dépose progressive aura des conséquences sur la RODP : l'emprise du réseau cuivre va se réduire aussi bien en souterrain dans les fourreaux qu'en aérien. Il est précisé qu'Orange reste propriétaire de ses appuis et par conséquent redevable de la RODP liée. La difficulté résidera dans l'alternat entre appuis Orange, appuis Fibre et appuis communs ENEDIS.

M Baudry indique avoir reçu la lettre du Préfet invitant les Communautés de Communes à faire intervenir Orange lors des prochaines conférences des maires afin que ce dernier explique les évolutions à venir.

Patrimoine public :

❖ Service RODP

Le SICECO indique que 14 communes ont sollicité ce service mais que seulement 4 ont transmis les documents nécessaires aux 1ers travaux techniques et administratifs. Des relevés terrains ont été effectués et les données sont en cours de traitement. Les opérateurs ont été contactés afin de confirmer les longueurs relevées. A ce jour, le SICECO n'a pas eu de retour.

M Faivret indique avoir fait une demande à Altitude infrastructure mais n'a pas eu de réponse non plus malgré des relances.

❖ Extension des prestations liées à la compétences 6.7

Dans le cadre du transfert de la compétence 6.7 le SICECO présente la carte des communes ayant transféré cette compétence. Il est rappelé que ce transfert permet au SICECO d'être Maître d'ouvrage dans la réalisation des extensions du réseau de communication électronique, à 100% charge SICECO. Cela procurera des recettes au SICECO par la location des fourreaux aux opérateurs mais aussi à la commune par la RODP versée par le SICECO tous les 4 ans (la prochaine redevance sera versée en 2026).

IV. DISTRIBUTION DE GAZ NATUREL

Concession de distribution de gaz naturel :

❖ Echéance de contrats de concession et problématique du déclassement

Il est indiqué que de nouvelles directives européennes poussent à réduire la consommation de gaz fossile. Cette directive doit être traduite dans le droit français pour l'été prochain avec en particulier la définition de Zone **d'Interdiction** de Raccordement (ZIR) et des possibilités de déclassement de réseaux existants.

Le SICECO alerte sur les conséquences indirectes de ces dispositions (par exemple, éventualité d'un remboursement à faire au concessionnaire).

Autre point à suivre, la cohérence des actions doit militer pour un équilibre entre le développement du biogaz et la pérennité du réseau existant.

M Bethenod indique que ce type de réflexion est basé sur les énergies fossiles alors qu'aujourd'hui le biogaz est en fort développement notamment avec les méthaniseurs.

M Verdreau demande ce que les 2 méthaniseurs de Salives et Echalot font de leur gaz. Il est indiqué que ces 2 équipements sont en cogénération et produisent donc de l'électricité mais qu'ils souhaiteraient pouvoir injecter leur production dans le réseau pour passer en injection comme de nombreux producteurs. Pour Salives, le zonage I/V de référence est celui de Langres, aucune extension n'est prévue par GRDF pour l'instant sur cette zone.

Le développement du biogaz implique de gros investissement pour GRDF, comme pour le raccordement de la zone de Mirebeau-sur-Bèze à la zone de Dijon qui a été validé par la CRE. D'autres zones telle que celle de Brazey-en-Plaine ont quant à elles été refusées.

Le SICECO rappelle que les consommations de gaz ne sont pas toujours en adéquation avec la production, notamment en été où la demande est plus faible. La question du développement de poste de rebours permettant l'injection du gaz produit dans le réseau de transport pourrait être une solution.

❖ Révision du règlement financier sur les aides liées à la compétence

Il est rappelé que la Commission avait validé au printemps l'évolution des modalités financières relatives aux subventions pour les raccordements gaz et pour le développement de méthaniseur où le SICECO serait actionnaire majoritaire. Afin de soutenir d'autant plus le gaz, il est proposé à la Commission de supprimer la notion de majoritaire, du moment que le projet reste porté par des fonds publics.

Les Membres de la Commission acceptent d'enlever la restriction sur la part majoritaire du SICECO dans le portage de projet de méthanisation.

L'ordre du jour étant épuisé, le Président remercie l'Assemblée et les services du SICECO. Le Président lève la séance à 12h00.

Pièces jointes :

Présentation générale

Listes de travaux validées

Etabli le 23 octobre 2025

Le Président de la Commission,



Patrice Béché